

Pleins feux sur un article en ligne avec des accusations sur la production suisse de poulets

Un exemple du «lynchage de l'aviculture»

Dans le dernier numéro de la revue, nous avons exposé la thèse selon laquelle l'initiative sur l'élevage intensif avait servi de prétexte pour lyncher l'aviculture en général. Un article qui continue de circuler sur Internet bien qu'il ait été supprimé rapidement, constitue un exemple parfait de dénigrement contre la production de poulet en Suisse. Cet article réunit sous une forme condensée un grand nombre de préjugés courants, de sorte qu'il se prête parfaitement à une contre-argumentation.

g/. L'article en ligne dont il est question conclut que la production de poulets n'a rien à faire dans l'agriculture suisse. Il a été publié pour la première fois peu avant la votation sur l'IEI en tant que contribution invitée sur la plateforme en ligne d'un journal agricole (!), mais a été supprimé en l'espace d'une journée en raison de ses déclarations extrêmes et unilatérales. Cet article continue toutefois de circuler sur Internet et est diffusé par certains milieux. L'auteur de la contribution est une agro-économiste qui travaille pour l'EPF de Zurich, la haute école spécialisée ZHAW, Economiesuisse et Greenpeace.

Une option consiste tout simplement à ignorer les rapports unilatéraux négatifs et non objectifs sur l'élevage de volailles, car ils font déjà partie du quotidien. Mais comme il utilise avec brio toute la gamme des préjugés connus, cet article convient parfaitement pour s'entraîner et servir de tremplin à une contre-argumentation et une rectification.

Les textes en gras dans la suite de l'article sont des extraits du texte original de la contribution en ligne, avec des coupures pour des raisons de place [...], ou réagencés (séparés par des «-»). Ils sont suivis de contre-arguments possibles.

1 «La voie suivie par la Suisse pour devenir un pays du poulet est une aberration: sur le plan écologique, parce que les effectifs d'animaux et les excédents d'éléments nutritifs augmentent sur la base des aliments concentrés importés; sur le plan économique, parce que la production en Suisse est coûteuse; sur le plan de la politique des revenus agricoles, parce que seules quelques centaines d'exploitations agricoles en profitent; sur le plan de la politique d'approvisionnement, parce que la production dépend totalement des importations [...]; sur le plan esthétique, parce que les halles d'engraissement défigurent le paysage.»

Définir la Suisse comme le «pays du poulet», alors que les poulets représentent à peine 3 % de l'effectif des animaux de

rente (UGB) et 3,8 % de la valeur totale de la production agricole, est plus qu'exagéré. Cette surévaluation ne peut s'expliquer que par le fait que la production de poulets a effectivement connu une forte croissance et que le taux d'auto-approvisionnement est ainsi passé en l'espace de 30 ans d'un taux extrêmement bas de 36 % à un taux de 67 %, ce qui reste modeste. Ce que l'on peut considérer comme une réussite est qualifié «d'aberration» dans l'article.

Sur le plan du contenu, cette «attaque» bien formulée vise plusieurs thèmes qui nécessitent d'être abordés séparément.

- **«sur le plan écologique»:** La législation, qui sera encore renforcée à l'avenir dans ce domaine, exige que chaque exploitation calcule un bilan de fumure afin d'éviter les excédents d'éléments nutritifs, quelle que soit la provenance de ces derniers. De plus, les engrais de ferme remplacent les importations d'engrais minéraux, sachant que le fumier de volaille est un engrais de ferme très précieux et (parce qu'il est sec) pauvre en émissions et facile à transporter.

- **«sur le plan économique»:** Si la production en Suisse était trop chère, la viande de poulet suisse ne se vendrait pas, car elle n'est pas vendue à prix cassés. En revanche, les charges de la production indigène restent en Suisse car elles font partie de la création de valeur – non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans les étapes en amont et en aval qui représentent des milliers d'emplois (p.ex. les moulins, les abattoirs, etc.).

- **«sur le plan de la politique des revenus agricoles»:** La production de poulet représente une source de revenus importante pour plus d'un millier d'exploitations agricoles suisses. Ce n'est pas négligeable – et si c'était le cas, cela contredirait l'image de la Suisse comme étant le pays du poulet. Et ne dit-on pas toujours que les agriculteurs doivent chercher des niches? S'ils renonçaient à la production de poulet, on leur dirait certainement qu'ils ratent une opportunité sur le marché. (Voir également le point 8).

- **«sur le plan de la politique d'appro-**

visionnement»: En ce qui concerne les matières premières, nous sommes en situation de dépendance dans de très nombreux domaines – pour les poulets, les aliments et la génétique font partie des matières premières. Ainsi, il n'y aurait pas d'industrie mécanique suisse sans importations de métaux. Mais on ne peut pas orienter l'économie ou l'agriculture exclusivement en fonction des situations de crise d'approvisionnement et de fermeture des frontières. Et n'est-il pas préférable d'avoir au moins une partie de la chaîne de création de valeur dans le pays et d'y générer des revenus?

- **«sur le plan esthétique»:** Les exigences de l'ordonnance sur la protection de l'air (distances minimales) sont la principale raison pour laquelle les poulaillers ne peuvent souvent pas être construits sur le site de l'exploitation agricole, mais uniquement «en rase campagne». Les contraintes en matière d'emplacement, d'aménagement du territoire et d'esthétique (obligation d'avoir des façades en bois) sont aujourd'hui si élevées qu'il est très difficile de construire des poulaillers. Et soyons honnêtes: ce ne sont pas les poulaillers qui attirent l'attention lorsqu'on traverse le Plateau suisse, mais plutôt les nouveaux immeubles ainsi que les bâtiments commerciaux et industriels qui poussent comme des champignons sur des terres agricoles de qualité.

2 «Qui profite principalement de l'augmentation de la production de volaille? L'agriculture est celle qui en profite le moins. A l'échelle mondiale, ce sont une poignée d'entreprises [...de sociétés de sélection]. En Suisse, ce sont les acteurs dominants de la filière viande, Micarna (Migros) et Bell (Coop) qui en profitent.»

Nous renvoyons ici aux arguments développés au dernier point (création de valeur en Suisse). Le fait que non seulement les agriculteurs, mais aussi de nombreux secteurs en amont et en aval puissent profiter d'une production indigène ne doit pas être considéré comme un inconvénient, mais plutôt comme un avantage pour la pro-

duction de volaille. Et derrière les «acteurs dominants», il y a des milliers d'emplois et une part considérable de notre approvisionnement en denrées alimentaires.

3 «Le Conseil fédéral et l'Union suisse des paysans affirment unanimement qu'il n'y a pas d'élevage intensif en Suisse [...] Cependant, dans les publicités de Proviande, l'association faitière de la filière viande, on ne voit pas des centaines de porcs et des milliers de poulets entassés sur quelques mètres carrés [...]

Mis à part le choix extrêmement tendancieux du vocabulaire, un reproche est déjà écarté: le spot télévisé de Proviande montre un poulailler dans son ensemble, avec des milliers de poulets et un taux d'occupation réel.

Nous avons déjà suffisamment écrit dans ces colonnes sur le terme indéfinissable «d'élevage intensif» qui est devenu une véritable invective (voir AS 10/22). En revanche, il convient de rappeler que tant le développement que la concentration des effectifs d'animaux d'élevage sont une conséquence directe de la croissance de la population et de sa concentration dans les villes et les agglomérations. La séparation grandissante entre la société et la production alimentaire a également entraîné une aliénation. Et en ce qui concerne la taille des unités d'élevage: des unités d'élevage plus petites, comme l'a également demandé l'IEI, nécessiteraient davantage de poulaillers et globalement plus de ressources foncières, car chaque poulailler a besoin de ses propres voies et aires d'accès, de ses propres sas, etc.

4 «L'industrialisation de la production animale n'est nulle part aussi avancée que dans la production de poulets. Les points communs entre les différents pays sont plus importants que les différences et les systèmes de production sont en grande partie identiques. Les programmes dits de bien-être animal [...] SST et [...] SRPA n'y changent rien de fondamental – ce sont des termes édulcorés pour des optimisations d'ordre cosmétique.»

Le combat est le même pour le terme péjoratif d'«élevage industriel» que pour celui d'«élevage intensif»: il n'est pas définissable et ne convient pas à une discussion objective. La croissance des plantes et des animaux est un processus naturel qui ne peut pas être «industrialisé». Si des effec-

tifs d'animaux plus importants permettent une spécialisation et une mécanisation, ils ne portent en aucun cas préjudice au bien-être des animaux (voir aussi AS 12/20).

Mais revenons au message principal: dans un système de production, il y a toujours des secteurs en amont et en aval qui sont souvent intégrés et qui présentent un niveau élevé d'efficacité, de productivité et d'hygiène: au début de la chaîne, par exemple, la production d'aliments pour animaux et à la fin, le processus d'abattage. Dans cette chaîne de création de valeur, seul le système de détention est décisif pour le bien-être des animaux. Et dans ce domaine, les différences avec l'étranger sont conséquentes, notamment en ce qui concerne l'aire à climat extérieur pour les poulets (20% de surface supplémentaire) et la densité d'occupation dans les poulaillers (30 kg par m² en Suisse, jusqu'à 42 kg dans l'UE).

Le fait que l'élevage SRPA des poulets soit présenté comme une «mesure de cosmétique édulcorée» est un coup bas, même pour les organisations de protection des animaux, car le programme promeut les animaux à croissance lente ayant accès à un pâturage.

5 «Sans importations d'aliments pour animaux bon marché, l'élevage intensif serait quasiment impossible en Suisse...» – «Sans l'aménagement de la protection agricole, il n'y aurait donc pas non plus d'élevage intensif en Suisse.»

En ce qui concerne la dépendance vis-à-vis des importations, nous renvoyons au point 1 («politique d'approvisionnement»). Nous devons importer des aliments pour nos animaux de rente – principalement des régions voisines de l'Europe – parce que nos surfaces cultivables sont limitées. C'est précisément pour cette raison que l'agriculture suisse est tributaire de la transformation animale, qui représente près de 60% de la valeur de la production agricole.

Il faut également noter que les importations d'aliments pour animaux ne font pas baisser le prix de la production indigène de poulet, car des droits de douane élevés sur les composants d'aliments pour animaux importés protègent la production indigène de céréales fourragères, conformément au système des prix-seuils. Et la protection douanière pour la viande de volaille est minime: les 30 centimes de droits de

douane par kilo et les quelque 2,20 francs supplémentaires de prix d'adjudication ne changent rien au fait que la viande de poulet indigène est environ deux fois plus chère que la viande importée. Cette différence de prix est supportée par le marché, en d'autres termes par les consommateurs et n'est pas financée par la Confédération.

6 «Une grande partie des aliments pour animaux – blé, orge, soja et bien d'autres – pourrait être consommée directement par nous, les humains. Le détour par l'animal constitue le véritable gaspillage. Cela vaut également pour la production de poulet, soi-disant efficiente, qui est par ailleurs le principal moteur de la culture de soja dans le monde.»

Les aliments d'origine animale ont une haute valeur nutritionnelle et jouent un rôle important dans une alimentation équilibrée (mot-clé: qualité des protéines).

80% du soja importé en Suisse provient d'Europe, le reste vient du Brésil issu de cultures certifiées sans déforestation. Produire nous-mêmes les poulets en Suisse, nous permet également de choisir l'origine du soja que nous utilisons. La moitié de la viande de poulet importée provient du Brésil; nous savons que le soja utilisé est 100% brésilien, mais nous ne savons pas comment les poulets et le soja ont été produits. (Voir également le point 9).

7 «En ce qui concerne le bien-être animal, il y a un dysfonctionnement du marché, car les personnes pour qui les animaux sont importants mangent peu ou pas de viande» – «Les animaux ne peuvent pas non plus être préservés de la souffrance par des labels volontaires [...]. Enfin, l'élevage intensif est discutable sur le plan éthique. Les animaux ne sont pas considérés comme des êtres vivants individuels, mais comme des appareils de production.»

Ces déclarations révèlent l'état d'esprit de l'auteure qui, selon ses propres dires, est végétarienne et donc fondamentalement opposée à l'élevage d'animaux de rente pour la production de viande. Reste à savoir dans quelle mesure cela fait d'elle une experte en matière d'élevage respectueux des animaux de rente. L'expression tendancieuse et dévalorisante qu'elle choisit, «les animaux comme appareils de production», remet fondamentalement en question l'élevage d'animaux de rente d'un point de vue éthique.

L'affirmation selon laquelle même les labels volontaires n'apporteraient rien en matière de bien-être animal est particulièrement douteuse. Elle torpille ainsi les efforts faits par la filière et même ceux de la Protection suisse des animaux, qui veut encourager la production sous label.

8 «Les puissants acteurs que sont Bell Suisse (Coop) et Micarna (Migros) poussent la consommation et la production de poulet, de sorte que depuis 2020, la Suisse, qui est soi-disant un pays d'herbages, produit plus de poulet que de viande de bœuf.» – «Le mieux est de manger moins de viande et, si on en mange, de manger de la viande de bœuf et d'autres animaux dits consommateurs de fourrage grossier, qui sont les seuls à pouvoir transformer l'herbe en lait et en viande.»

Que la demande de viande de poulet ait augmenté en raison de ses divers avantages est un fait. C'est le consommateur qui décide de ce qui est produit et proposé à la vente. On exige toujours de l'agriculture suisse qu'elle produise dans le respect de la demande et du marché. Si elle le fait en augmentant la production de volaille, cela devient tout à coup une «aberration» – bien qu'un tiers de la demande en viande de poulet doive encore être couverte par des importations. Reste à savoir sous quelle forme les grands distributeurs peuvent «pousser» la consommation de volaille. Au vu de la publicité, on aurait plutôt l'impression que ce sont les produits bio et végétariens qui sont «poussés».

En traversant le Plateau suisse, il est facile de vérifier si la Suisse n'est vraiment qu'un pays d'herbages. Et indépendamment de cela: sur une surface cultivable, il est possible de produire 6,5 à 10 fois plus de viande de poulet que de viande de bœuf (voir l'étude d'Agroscope dans l'édition AS 8/16 ainsi que le graphique à la page 7 de cette édition) – et ce grâce à l'excellente efficacité alimentaire de la volaille. En conséquence, le bilan CO₂ de la viande de volaille est de loin le meilleur de toutes les sortes de viande.

9 «Le moindre mal est de manger du poulet importé, provenant de pays qui disposent également des aliments pour animaux et des champs où épandre le fumier qu'ils produisent.»

La deuxième viande favorite des consommateurs suisses devrait donc être

entièrement importée, sans que l'agriculture suisse ne reçoive ne serait-ce qu'une partie de la valeur ajoutée. Selon ce point de vue, l'approvisionnement du pays et la production régionale de poulets ne sont donc pas du tout à l'ordre du jour. Il arrive d'ailleurs que l'on dénie aux poulets suisses le droit d'être de «vrais Suisses», parce que leurs ancêtres et une partie de leur alimentation proviennent de l'étranger. L'indication «Suisse» comme pays de production est pourtant clairement réglementée par la législation sur les denrées alimentaires et n'est pas soumise au bon vouloir de chacun.

Et oui, il va de soi que certains pays disposant de grandes surfaces de cultures fourragères ont une production de poulets importante. Il suffit de jeter un coup d'œil au Brésil ou à l'Europe de l'Est, où les installations de production et les poulaillers sont gigantesques, pour s'en convaincre. La plus grande exploitation de poules pondeuses d'Europe qui se situe en Ukraine compte (comptait), par exemple, 6 millions de poules pondeuses, soit 1,7 fois l'effectif de toute la Suisse. Or, les conditions de production dans ces pays ne correspondent guère aux attentes des consommateurs et des défenseurs des animaux de notre pays. (Aliments et engrais: voir aussi les points 1 et 2).

10 «Le mieux, c'est de ne pas manger de poulet. Notamment pour des raisons de santé: Il est en effet souvent contaminé par des bactéries malgré les systèmes clos et l'utilisation d'antibiotiques.»

La viande de poulet est généralement considérée comme une viande saine, ce que confirment également les nutritionnistes. En ce qui concerne les antibiotiques, le premier rapport de l'OFAG sur le SI ABV indiquait d'ailleurs qu'en 2020, 125 kg de substances actives antibiotiques avaient été utilisés en Suisse pour les poulets d'engraissement, contre 16 779 kg pour les bovins (y compris les vaches laitières) et 3 046 kg pour les porcs.

Par «contamination» bactérienne, on entend probablement les germes *Campylobacter*, qui ne présentent aucun risque pour la santé si l'hygiène en cuisine est correcte. «Les systèmes clos» – en Suisse, c'est l'élevage SST avec une aire à climat extérieur (idéalement protégée des mouches) – font d'ailleurs bel et bien la différence en termes de taux d'infesta-

tion par les *Campylobacter*: celui-ci est nettement plus élevé chez les poulets bio ou élevés en plein air qui ont accès à un pâturage.

Conclusion

L'article en ligne examiné conclut que la production de poulet n'a rien à faire dans l'agriculture suisse. Malheureusement, cette attitude est également répandue au sein des autorités, des instituts de formation et parfois même au sein de l'agriculture. Or, l'agriculture a pour mission de produire des denrées alimentaires qui sont demandées, même si elle ne couvre qu'une partie de la chaîne de création de valeur.

L'agriculture et surtout l'aviculture sont particulièrement soumises aux critiques de la société. Il ne suffit apparemment pas qu'on leur ait imposé un étroit corset de dispositions légales. De plus, de nombreux experts autoproclamés se sentent appelés à diffamer des branches de production entières, à les déclarer «indésirables» et à les bannir à l'étranger.

Personne ne veut qu'on ne produise que de la viande de poulet en Suisse, mais les poulets ont aussi leur place dans l'agriculture suisse, à côté des ruminants et des porcs!

Andreas Gloor, Aviforum ■